

Synthèse régionale

Des signes encourageants en 2015

Magali Bonnefont, Insee Corse

Après une année 2014 particulièrement morose, le bilan économique de l'île en 2015 est plus encourageant.

Amélioration sur le plan de l'emploi

L'emploi salarié marchand non agricole progresse en Corse en 2015 à un rythme plus soutenu que les deux années précédentes (+ 0,9% après + 0,1 % et + 0,3 %) et qu'au niveau national (+ 0,5 %).

Cependant, la construction continue de perdre des emplois (- 3,7 %), en particulier en Corse-du-Sud, expliquant en partie la moins bonne tenue de l'emploi dans ce département (+ 0,6 % contre + 1,2 % en Haute-Corse).

L'emploi régional continue à être porté par le tertiaire marchand qui progresse de 2,2 %, notamment grâce à la croissance de l'hébergement - restauration (+3,3%), des services aux particuliers (+ 2,6 %) et du commerce (2,3 %). Dans l'industrie, l'emploi de la principale branche régionale (l'agroalimentaire) croît de 1,6 % mais le secteur dans son ensemble perd des emplois (- 0,6 %).

Hausse plus modérée de la demande d'emploi

Cette amélioration sur le plan de l'emploi et une hausse plus modérée de la demande d'emploi contribuent au repli du taux de chômage régional (- 0,4 point entre le 31/12/2015 et le 31/12/2014) qui reste toutefois au dessus de la moyenne nationale (10,7 % contre 10 %).

En effet, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi, quoique encore en forte hausse, enregistre un ralentissement de sa croissance (+ 4,4 % en 2015 contre + 13,2 % en 2014) et celle-ci devient, pour la première fois depuis 2012, inférieure à la hausse nationale (+ 4,9 %).

Croissance de la fréquentation touristique française

Avec 9,5 millions de nuitées dans les hôtels, campings et autres hébergements collectifs de tourisme durant l'année 2015, la fréquentation des hébergements marchands de l'île est en hausse de 4,1 % sur un an (après une années 2014 en recul).

La moitié des nuitées sont passées dans les campings qui voient leur fréquentation augmenter de 3,1 % en un an, en lien avec la croissance de la clientèle française (+ 6,1 %) et des nuitées dans les emplacements équipés (+ 8 %).

L'hôtellerie progresse aussi (de 5,2 % après - 5,4 % en 2014), grâce à la croissance des nuitées françaises (+ 7,5 %). Cette évolution favorable de la fréquentation française se retrouve également dans les autres hébergements collectifs de tourisme (+ 7,3 % dans les résidences de tourisme, villages de vacances...), ce qui leur permet de bénéficier d'une hausse globale de fréquentation de 4,7 % en un an.

Rebond des autorisations de construire et des ventes

Le nombre de logements autorisés à la construction repart à la hausse en 2015 dans l'île avec 7 400 permis de construire, soit le double de l'année précédente. Toutefois, cette amélioration est uniquement imputable aux autorisations de construire de logements collectifs sur la commune d'Ajaccio qui, suite à un sursis à exécution de son PLU, a pu délivrer en fin d'année six autorisations pour des programmes d'envergure. En Haute-Corse, le nombre d'autorisations de construire continue de baisser (- 5 %).

Parallèlement, le marché de l'immobilier du neuf est mieux orienté : les mises en vente de logements neufs augmentent (+ 7 %) et le stock de logements disponibles, tout en restant très élevé, diminue (- 3 %). Cette amélioration est notamment liée à la hausse des ventes de logements collectifs (+ 10 %) qui représentent 93 % du marché du neuf.

Reprise de la création d'entreprises hors auto-entrepreneurs

En 2015, la création d'entreprises « classiques » (entreprises individuelles et sociétés) repart à la hausse (+ 11,4 %). Cette croissance reste toutefois bien inférieure à celle de la France métropolitaine (+ 29,4 %).

En revanche, les créations d'auto-entreprises chutent au même rythme qu'au niveau national (- 21 %). Dans la région, elles représentent 40 % de l'ensemble des

créations d'entreprises contre 47 % en 2014. Ainsi, tout statut confondu, le nombre d'entreprises créées recule de 5,7 %, un peu plus rapidement qu'au niveau national (- 4,7 %).

La situation tend également à s'améliorer sur le plan des défaillances d'entreprises dont le nombre diminue pour la première fois depuis 2012 (- 3,9 %).

Stabilité des flux de passagers

Depuis 4 ans, le flux global de passagers est stable en Corse avec 8,25 millions de voyageurs (dont 800 000 croisiéristes). Si les trafics restent fortement concentrés sur la saison (73 % entre mai et septembre), la structure des transports continue de se modifier.

Les trafics sur l'étranger poursuivent leur développement (+4 % / 2014) alors que les lignes françaises reculent légèrement (- 0,1 %). Parallèlement, l'aérien continue sa croissance (+ 3 % sur un an, + 22 % depuis 2010) au détriment du maritime (- 1 % sur un an, - 14 % depuis 2010), grâce à la multiplication des trafics des compagnies low cost qui représentent désormais 26 % des passagers aériens.

Des conditions climatiques difficiles pour l'agriculture mais une légère amélioration du contexte sanitaire

Avec une température moyenne supérieure aux normales saisonnières et des précipitations inférieures, la production agricole est contrastée en 2015 : les productions fourragères sont déficitaires de 30 % alors que la production de vin progresse de 7 %. Celle de clémentine chute de 30 % après l'année exceptionnelle de 2014 (mise en repos végétatif du verger).

Les conditions sanitaires ont encore impacté la châtaigneraie (cynips) mais la chute de la production semble enrayée avec 170 tonnes en 2015. Les oliviers, épargnés par la souche de la *Xylella fastidiosa* découverte en Corse en juillet 2015, ont généré une production de 1 600 tonnes, en forte hausse par rapport à 2014 (phénomène d'alternance des récoltes). Enfin, du côté de l'élevage, aucun cas de fièvre catarrhale ovine n'a été déclaré en 2015, et la production de lait progresse de plus de 10 %. ■

Cadrage national

L'économie française accélère en 2015

Camille Sutter, Division Synthèse conjoncturelle, Insee

La reprise se confirme dans la zone euro

En 2015, l'activité mondiale ralentit légèrement, du fait d'un fléchissement de la croissance dans les pays émergents. Cela résulte notamment d'un nouveau ralentissement de l'activité en Chine, et d'importantes récessions au Brésil et en Russie.

Dans les économies avancées, la croissance reste en revanche robuste (+ 2,0 % après + 2,2 % en 2014). Aux États-Unis, l'activité croît solidement, au même rythme qu'en 2014 (+2,4 %) ; l'activité britannique reste également dynamique (+2,3 %).

Dans la zone euro, la reprise se confirme (+ 1,6 % après + 0,9 %) et les rythmes de croissance des principales économies de la zone s'homogénéisent. Plusieurs facteurs externes favorisent l'activité européenne. D'une part, la baisse des prix du pétrole et des matières premières pèse sur l'inflation, ce qui, combiné à l'accélération de l'emploi, soutient le pouvoir d'achat des ménages, et donc leur consommation. D'autre part, la dépréciation de l'euro à l'œuvre depuis mi-2014 favorise les exportations de la zone, limitant les effets d'un commerce mondial morose. En outre, la baisse des taux d'intérêt due à la politique monétaire non conventionnelle - notamment la mise en place d'un *quantitative easing* - de la Banque centrale européenne dynamise l'investissement, et contribue à sa forte accélération, notamment en Europe du Sud.

L'économie française accélère en 2015

Dans le mouvement européen, l'économie française continue elle aussi d'accélérer en 2015 : le PIB progresse de +1,3 % en volume, après +0,6 % en 2014. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011 (figure 1).

La consommation des ménages est le principal facteur de l'accélération en 2015 (+1,5 % après +0,7 %), dans le sillage de leur pouvoir d'achat.

1 Évolution du PIB en volume et contribution à cette évolution



(1) y compris Institutions sans but lucratif au service des ménages.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

Du côté de la demande publique, la consommation des administrations publiques accélère légèrement (+1,4 % après +1,2 %) tandis que le recul de l'investissement public est moins accentué qu'en 2014 (-3,8 % après -5,7 %). L'investissement des entreprises accélère (+2,8 % après +1,6 %), tandis que le recul de l'investissement des ménages s'atténue (-0,8 % après -3,5 %) (figure 2).

Les échanges extérieurs continuent de peser sur la croissance, mais moins fortement en 2015 (-0,3 point) qu'en 2014 (-0,5 point). Le dynamisme des exportations est en effet plus que compensé par celui des importations. Enfin, le comportement de stockage des entreprises contribue de nouveau positivement à la croissance (+0,1 point).

L'emploi total augmente

Dans le sillage de la reprise d'activité, l'emploi salarié du secteur marchand non agricole se stabilise après deux années consécutives de baisse. Grâce aux créations nettes d'emplois dans le secteur non marchand ainsi que pour les non-salariés, l'emploi total continue d'augmenter. Le taux de chômage en France entière est ainsi stable en moyenne annuelle à 10,3 %. En revanche, en glissement annuel en fin d'année, l'emploi salarié SMNA s'améliore nettement : fin 2015, l'économie française compte 102 000 emplois de plus que fin 2014 (+0,5 %).

Le pouvoir d'achat des ménages accélère nettement

En moyenne annuelle, l'indice des prix à la consommation stagne, en net ralentissement par rapport à 2014 (+0,5 %), du fait de sa composante énergétique : les prix de l'énergie se replient en effet fortement en 2015 avec la chute du cours du baril de *Brent*. De plus, les revenus d'activité augmentent fortement (+1,7 % après +0,8 %). Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages accélère en 2015 : +1,6 % après +0,7 %. Cette hausse est proche de sa croissance moyenne depuis 2000 (+1,5 %).

2 Contribution des principaux agrégats à la croissance du PIB

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2015 en milliards d'euros	2015 Contribution à la croissance du PIB en volume
	2013	2014	2015		
Produit intérieur brut (PIB)	0,6	0,6	1,3	2 181,1	1,3
Importations	2,1	4,7	6,6	685,0	-2,1
Consommation effective des ménages, dont :	0,7	0,9	1,6	1 540,7	1,1
- dépense des ménages	0,5	0,7	1,5	1 156,0	0,8
- dépense individualisable des administrations et des ISBLSM	1,4	1,8	1,7	384,7	0,3
Consommation collective des administrations publiques	1,5	-0,1	1,0	469,2	0,2
Formation brute de capital fixe, dont :	-0,8	-0,3	1,0	469,2	0,2
- entreprises non financières	0,2	1,6	2,8	262,7	0,3
- ménages	-0,5	-3,5	-0,8	107,6	0,0
- administrations publiques	-0,7	-5,7	-3,8	75,3	-0,1
Variations de stocks (contribution à la croissance)	0,2	0,5	0,1	2,7	0,1
Exportations	1,9	3,3	6,1	654,9	1,8

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

ISBLSM : institutions sans but lucratif au service des ménages

Note : les séries sont présentées ici non corrigées des jours ouvrés